

DE GAULLE EN AMÉRIQUE HISPANIQUE: L'ANTI-YANKISME, ATOUT MAJEUR DU GÉNÉRAL...

Les dix pays qui composent le continent sud-américain sont en pleine convulsion, convulsion provoquée par l'imminence de l'arrivée du général de Gaulle. Le César de l'ère atomique passera comme un bolide sur les méridiens des Républiques indo-américaines, puis reviendra à Paris, où la presse, comme de coutume, adaptera, «*a posteriori*», une réponse à son «*veni, vidi, vici*».

Dans le but de faciliter le séjour du Général dans les capitales sud-américaines, il sera fait en sorte que «*les montagnes aillent à Mahomet*» (1), car Mahomet n'aura pas le temps d'aller vers ces montagnes. C'est ainsi, par exemple, qu'au lieu de prévoir la visite du *Musée des Beaux Arts* de Caracas, la direction des Musées, profitant d'une collation offerte au *Cercle Militaire*, a décidé d'apporter le *Musée des Beaux Arts* à de Gaulle. D'autres mesures ont été prises: les télétypes ont annoncé la présence, en Amérique du Sud, de plusieurs détectives de la *Sûreté Nationale*. Ces derniers distribuent à profusion les photographies de divers terroristes de l'O.A.S., et enseignent à la police locale, la meilleure méthode pour protéger celui qui fut le cauchemar de Churchill.

Quel est donc le but de cette visite en Amérique du Sud? l'objectif fut entr'aperçu, lorsque le Général se rendit au Mexique. La politique extérieure de la France, cherche dans tous les domaines, à imprimer un caractère français aux événements internationaux. La position de la France, face à l'O.T.A.N. et au *Marché Commun Européen*, marque l'amorce d'une rupture avec l'orthodoxie définie par les alliés. Nous assistons alors à la reconnaissance de la Chine, au plaidoyer en faveur d'une neutralisation du Viêt-Nam-Sud, et à l'ingérence française sur un continent que les États Unis, selon une interprétation «*sui generis*» de l'axiome de Monroe: «*l'Amérique aux Américains*», ont toujours considéré comme leur unique domaine. Déjà, Truman, le moins diplomate des présidents de la Maison Blanche, avait dit, lors du voyage de de Gaulle au Mexique: «*Il ne doit pas fourrer son nez en Amérique, car on pourrait le lui casser*».

Mais, le Général ne s'effraya point, et nous le voyons, six mois plus tard, retraverser l'Atlantique et poursuivre la partie de poker dans laquelle, grâce au «*bluff*» et aux erreurs de Washington, il remporte de nouvelles victoires. L'atout majeur du Général est l'«*anti-yankisme*». Contrairement à l'Europe, en Extrême Orient et en Amérique latine, la haine de Washington fait de cette attitude une carte sûre. Ceci explique l'accueil apothéosique que réservèrent à de Gaulle les étudiants mexicains.

Ce fut ce sentiment négatif qui provoqua l'enthousiasme étudiantin, et non, comme on pourrait le croire, le souvenir des apports culturels de l'ancienne France qui marquèrent si profondément la littérature américaine. Le vocable «*latino-amérique*», savamment exploité par André Siegfried, permet aujourd'hui à la France de pénétrer par la grande porte dans cette région naturellement limitée par les peuples ibériques (mis à part les Guyanes et les Antilles, qui ne furent jamais que le reflet de leurs métropoles de Londres, Amsterdam ou Paris).

De Gaulle profitera du remous laissé par les encyclopédistes, les romantiques et les philosophes français. Il mettra en relief l'apport de ces hommes, tentera de minimiser les actions de Napoléon III et de son instrument Bazaine, bien que la pensée politique de de Gaulle soit plus près du vaincu de Sedan que de Rousseau, Victor Hugo ou Auguste Comte.

Cette visite est un événement dont les pays d'Amérique du Sud garderont la mémoire. C'est, en effet, la

(1) L'expression espagnole: «*Si Mahomá no va a la montaña, la montaña vendra a Mahomá*» est l'équivalent de notre expression populaire: «*Si tu ne vas pas à Lagardère, Lagardère ira à toi*». (N.d.T.).

première fois qu'un président de la République Française visite le continent. Le fait que de Gaulle symbolise celui qui a osé faire face aux États-Unis garantit le succès de son voyage. Les partis communistes et les autres groupements de gauche, feront le maximum pour qu'il reçoive un accueil triomphal, qui représentera une nouvelle dérouté des U.S.A.

Washington réplique en proclamant que les prétentions de la France sont au-dessus de ses moyens. Les difficultés de l'économie interne sont dues à la politique de «*grandeur*» (2) que de Gaulle s'obstine à vouloir imposer au pays. La hausse des prix est constante, les enfants manquent d'écoles, les produits agricoles ne sont pas protégés, les salariés et les fonctionnaires présentent de vigoureuses revendications. La saignée pratiquée chaque année dans le budget de l'État, pour perfectionner «*la force de frappe*» (2), reporte à plus tard la solution des problèmes vitaux. La France, par exemple, est le pays d'Europe qui possède le réseau routier le plus ancien. Tout ceci alimente le mécontentement à l'intérieur du pays, mécontentement que de Gaulle tente de dissimuler en partie, sous le voile de fumée de sa politique extérieure.

La France possède un stock de produits manufacturés qu'elle pourrait exporter. Parmi les automobiles qui empruntent les rues de Mexico, São Paulo, Santiago, Bogota, Caracas, Montevideo ou Lima, les plus populaires sont celles que fabrique Renault. L'excellence de la technique française est connue dans les domaines de la construction et des travaux publics. Les produits français de vieille renommée: livres, parfums, modes, sont toujours fort cotés à l'étranger. D'autre part, les réserves en or de la *Banque de France* atteignent 4.000 millions de \$, le quart de ce que les U.S.A. conservent à Fort Knox. L'activité économique progresse annuellement de 6,3%, indice optimum.

Cependant, l'Amérique reste le vassal politique et commercial de l'*Oncle Sam*, et la France ne pourra jamais évincer les États-Unis. Observons, par exemple, le cas du Mexique, que le Général visita pour obtenir entre autres choses, «*une meilleur expansion commerciale entre les deux pays*». Alors que le Mexique réalise 65% de son volume commercial avec les U.S.A., celui-ci n'atteint que 3,5% avec la France. La balance est exagérément défavorable pour le Mexique qui, depuis janvier jusqu'en avril, a vendu à la France pour 56.072.000 pesos de marchandises (environ 4.000.000 de \$), alors que la France de son côté a réalisé par ses ventes 181.458.000 pesos (environ 15.000.000 de \$) (3). Les exportations de la France vers le Mexique sont 52% moins importantes que celles de l'Allemagne occidentale vers ce même pays (4). En échange, bien que la balance commerciale Mexique-U.S.A., soit également défavorable pour le Mexique, cette différence est moindre (3.079.842.000 pesos contre 3.842.180.000 pesos), et il convient mieux alors au pays aztèque de commercer avec son voisin du Nord plutôt qu'avec un pays situé à 7.000 km de ses frontières.

Il existe d'autres inconvénients. Les pays d'Amérique du Sud (à part le Venezuela, 800 millions de \$ de réserves) (5) sont pauvres en devises. Les matières premières que produisent leurs sols sont l'unique possibilité de paiement qu'ils sont en mesure d'offrir au commerce extérieur. Or la France a signé des accords avec la *Communauté Africaine* qui possède les mêmes produits que propose l'Amérique hispanique. Sauf l'étain bolivien et le cuivre chilien, le continent noir peut lui fournir les matières premières nécessaires à son économie.

De tout cela, il résulte que l'objectif de De Gaulle n'est pas économique, mais bien politique. La «*grandeur*» (2) que poursuit, pour son propre compte, l'actuel président français, et qui devrait rejaillir sur la France, tend vers un but bien défini. Cette politique provoque des troubles sérieux dans l'économie française, particulièrement dans les classes laborieuses qui obtiennent si difficilement une augmentation de leurs salaires, malgré l'inflation qu'enregistre le pays. Ces réserves de 4.000 millions de \$ procèdent, en partie, du sacrifice des travailleurs. C'est avec cette marge de bénéfice, obtenue grâce à un système complexe d'impôts directs et indirects (la France est l'un des pays qui perçoit l'impôt le plus élevé sur les hydrocarbures) que de Gaulle veut cerner (6) les germes de son ascendant de grande puissance. Ce processus représente ce que John

(2) En français dans le texte (N.d.T.).

(3) Bulletin de la *Banque Nationale du Commerce Extérieur du Mexique*. Juillet 64.

(4) 380.334.000 pesos pendant la même période.

(5) Argentine, 462.000.000 \$ US; Bolivie, 7.400.000 \$ US; Brésil, 563.000.000 \$ US; Chili, 73.900.000 \$ US; Colombie, 149.000.000 \$ US; Équateur, 38.300.000 \$ US; Mexique, 411 millions de \$ US; Nicaragua, 13.500.000 \$ US; Paraguay, 2.500.000 \$ US; Pérou, 102.100.000 \$ US. (*Statistical Yearbook 1962. — United Nations*).

(6) Souligné par l'auteur (N.d.T.).

Strachey a défini comme l'étape post-colonialiste qui préserve encore, dans cette période de liquidation, l'hégémonie des grandes puissances.

Ainsi, alors que les États-Unis consacrent 1% du produit national brut à l'aide aux pays en voie de développement, l'Allemagne occidentale 1,2 % et l'Angleterre 1,3%, la France, elle, réserve 2,4% de son revenu (1.400 millions de \$) à ce même objectif. Ce pourcentage, en accord avec le rapport Jeanneney, devra être porté à 3.000 millions de \$.

Ce colossal effort de la France semble pourtant dérisoire, comparé aux possibilités des deux géants de l'Est et de l'Ouest. Le Mexique obtint de la France un prêt de 150 millions de \$, moyennant un intérêt annuel de 8%, c'est-à-dire supérieur de 5% à celui des prêts accordés par l'*Eximport Bank* et la *Banque Internationale de Développement*. Ces deux organismes ont déjà prêté à l'Amérique du Sud des sommes beaucoup plus importantes (7).

Lorsque de Gaulle revint du Mexique, la question fut posée de savoir ce que la France et le Mexique avaient gagné par ce voyage. Les réponses furent variées, mais toutes s'accordèrent à reconnaître qu'on ne pouvait économiquement attendre grand résultat de cette visite, il en sera de même de celle qui a lieu actuellement.

de notre correspondant Victor GARCIA,
traduit de l'espagnol par Guy MALOUVRIER.

(7) Une institution secondaire, telle la *Banque Internationale de Reconstruction de Commerce et de Travaux publics*, si gnale qu'elle a accordé au Mexique, jusqu'au 30 juin 1964, 373.300.000 \$ US.